

- Phasing Out Doelstelling 1 – Henegouwen – Programmatie 2001-2006;
- Hoofdlijn 4 : Versterking aantrekkingskracht door herstel en bevordering van het imago;
- Maatregel 4.1 : Valorisering toeristisch en cultureel potentieel;
- Bewegwijzering Natuurpark « Hauts Pays »;
- E PIB 1 40100 0004 6 (codificatie medegefinancierd project);
- aandeel Waals Gewest 2,9 miljoen frank,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 35,4 miljoen frank en ordonnanceringskredieten ten belope van 7 miljoen frank overgedragen naar programma 06 van organisatie-afdeling 30 naar programma 02 van organisatie-afdeling 13.

Art. 2. De opsplitsing van de volgende basisallocaties van de programma's 02 en 06 van de organisatie-afdelingen 13 en 30 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001 wordt gewijzigd als volgt :

(in miljoen frank)

Basisallocatie	Initieel Krediet G.K.		Herallocatie		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
OA 13 52.07.02	-	-	+ 12,5	-	12,5	-
OA 13 63.07.02	-	-	+ 20,0	+ 6,0	20,0	6,0
OA 13 63.08.02	-	-	+ 2,9	+ 1,0	2,9	1,0
OA 30 01.01.06	705,1	194,3	- 35,4	- 7,0	669,7	187,3

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 juni 2001.

M. DAERDEN

J. HAPPART



F. 2001 — 2831

[C – 2001/27560]

18 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté ministériel portant exécution pour l'aéroport de Liège-Bierset de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis 31.409/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 juin 2001;

Considérant que l'aéroport de Liège-Bierset a dépassé un des deux seuils prévus par l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne;

Considérant que la société de gestion de l'aéroport de Liège-Bierset doit donc lancer une procédure visant à élargir l'accès au marché de l'assistance en escale;

Considérant que l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne prévoit la création d'un comité des usagers dont la composition, l'organisation et le fonctionnement seront précisés par le Ministre qui a les aéroports dans ses attributions;

Considérant qu'afin de ne pas multiplier les opérateurs sur le site de l'aéroport de Liège-Bierset, avec notamment tout le problème de parcage du matériel qui en découle, il convient de limiter le nombre de prestataires de services d'assistance en escale;

Considérant qu'il y a lieu de préciser les éléments de procédure relatifs d'une part à la sélection des prestataires autorisés à fournir des services d'assistance en escale sur les aéroports relevant de la Région wallonne et, d'autre part, à la consultation obligatoire visée à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, les termes et expressions ci-après reçoivent les définitions suivantes :

1° arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne;

2° entité gestionnaire : la société de gestion de l'aéroport de Liège-Bierset;

3° Ministre : le Ministre qui a les aéroports dans ses attributions.

Art. 2. Il est créé un comité des usagers de l'aéroport, ci-après dénommé « le comité ».

Art. 3. Le comité est composé de transporteurs aériens qui utilisent l'aéroport.

Tout transporteur aérien membre du comité a le choix de participer lui-même aux travaux de celui-ci ou de se faire représenter par une organisation professionnelle qu'il mandate à cet effet.

Art. 4. § 1^{er}. Le comité est convoqué dans les cas prévus par la réglementation, par l'intermédiaire de l'entité gestionnaire. Le Ministre est averti de toutes les réunions du comité et peut y déléguer un représentant.

Les convocations aux réunions du comité mentionnent l'ordre du jour et sont adressées au moins une semaine à l'avance aux différents transporteurs aériens. Ces derniers font connaître par écrit préalable leur participation à la réunion à laquelle ils ont été convoqués.

Le secrétariat est assuré par l'entité gestionnaire.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est établi au plus tard dans le mois qui suit. Celui-ci, reflétant l'ensemble des opinions exprimées, est approuvé lors de la réunion suivante et est transmis au Ministre.

§ 2. Les frais de fonctionnement du comité ainsi que la mise à disposition des lieux de réunion sont à la charge de l'entité gestionnaire.

Art. 5. Les prestataires autorisés à fournir les catégories suivantes de services d'assistance en escale sont limités à trois et ce, pour l'ensemble de celles-ci :

- assistance « bagages »;
- assistance « opérations en piste »;
- assistance « fret et poste » en ce qui concerne tant à l'arrivée qu'au départ ou en transit, le traitement physique du fret et du courrier entre l'aérogare et l'avion.

Art. 6. La sélection des prestataires autorisés à fournir les catégories de services d'assistance en escale mentionnées à l'article 5 est annoncée par un avis publié au *Journal officiel des Communautés européennes*. Cet avis peut être en outre publié dans deux organes de la presse spécialisée dans le domaine de l'aviation civile.

Art. 7. L'avis indique au moins :

1° le nom, les adresses géographique, télégraphique et électronique, les numéros de téléphone, de télex et de télécopieur de l'entité gestionnaire; l'adresse et la personne auprès de laquelle des informations complémentaires, relatives à la sélection des prestataires autorisés à fournir des prestations d'assistance en escale, peuvent être obtenues;

2° la nature et l'étendue des services à prester;

3° le lieu d'exécution des services;

4° les renseignements et documents nécessaires pour l'évaluation des conditions minimales de caractère financier, économique et technique que l'entité gestionnaire fixe aux prestataires de services pour leur présélection;

5° la durée de la sélection;

6° la date, l'heure et le lieu de réception des demandes de participation; la ou les langues dans lesquelles elles doivent être rédigées.

Le délai de réception des demandes de participation ne peut, en règle générale, être inférieur à trente jours calendrier à compter de la date de la publication de l'avis.

Art. 8. Une présélection des candidats est opérée sur la base des conditions minimales de caractère financier, économique et technique indiquées dans l'avis dont il est question à l'article 7, 4°.

Cette présélection est opérée par l'entité gestionnaire sauf dans les cas suivants :

- 1° lorsque celle-ci fournit des services similaires d'assistance en escale;
- 2° contrôle directement ou indirectement une entreprise qui fournit de tels services ou détient une participation dans une telle entreprise.

Dans ces deux hypothèses, la présélection est faite par le secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

La sélection finale des prestataires de services est opérée parmi les candidats retenus lors de la présélection en fonction des critères mentionnés au cahier des charges.

Art. 9. Le cahier des charges est établi par l'entité gestionnaire.

Art. 10. Une invitation à introduire un dossier détaillé de candidature en vue de la sélection finale est adressée simultanément par écrit aux candidats retenus.

Cette invitation comporte au moins :

- 1° le cahier des charges et les documents complémentaires;
- 2° la date limite de réception des dossiers détaillés;
- 3° l'adresse à laquelle ils doivent être transmis;
- 4° la ou les langues dans lesquelles ils doivent être rédigés;
- 5° l'indication des documents à joindre éventuellement.

Art. 11. Le délai de réception des dossiers détaillés de candidature ne peut être inférieur à trente jours calendrier à compter de la date d'envoi de l'invitation dont il est question à l'article 10.

Art. 12. Pour autant qu'ils aient été demandés en temps utile, les renseignements complémentaires sur le cahier des charges doivent être communiqués par l'entité gestionnaire six jours calendrier au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des dossiers détaillés de candidature.

Art. 13. Dans le cas visé à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 3, 3°, b), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000, les prestataires de services d'assistance en escale sont choisis par le secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Art. 14. Dans le courant du premier trimestre de l'année, le Ministre invite l'entité gestionnaire, le comité des usagers et les entreprises prestataires de services à participer à la consultation obligatoire prévue à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000.

Le Ministre, sur proposition des participants, arrête l'ordre du jour de la réunion. Celui-ci est adressé aux participants au moins une semaine à l'avance.

La mise à disposition des lieux de réunion est à la charge de l'entité gestionnaire. L'entité gestionnaire préside la réunion et en assure le secrétariat.

A l'issue de chaque réunion, un compte rendu détaillé est établi dans le mois qui suit. Celui-ci reflète l'ensemble des opinions exprimées. Il est transmis au Ministre ainsi qu'aux participants.

Namur, le 18 septembre 2001.

S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 2831

[C — 2001/27560]

18. SEPTEMBER 2001 — Ministerialerlass zur Ausführung für den Flughafen von Bierset des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1937 zur Revision des Gesetzes vom 16. November 1919 über die Regelung der Luftfahrt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen;

Aufgrund des am 18. Juni 2001 abgegebenen Gutachtens 31.409/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass der Flughafen von Lüttich-Bierset eine der beiden in Artikel 1, 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen vorgesehenen Schwellen überschreitet;

In der Erwägung, dass die Verwaltungsgesellschaft des Flughafens demnach ein Verfahren in die Wege leiten muss, um den Zugang zum Markt der Bodenabfertigungsdienste zu erweitern;

In der Erwägung, dass Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen die Schaffung eines Nutzerausschusses vorsieht, dessen Zusammensetzung, Gestaltung und Arbeitsweise von dem Minister bestimmt werden, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen gehören;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Anzahl der Bodenabfertigungsdienstleister zu begrenzen, damit die Anzahl der Betreiber auf dem Gelände des Flughafens mit den damit verbundenen Problemen zum Abstellen des Materials nicht zunimmt;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Einzelheiten des Verfahrens einerseits in Bezug auf die Auswahl der befugten Dienstleister, die auf den unter die Zuständigkeit der wallonischen Region fallenden Flughäfen zur Erbringung von Bodenabfertigungsdiensten befugt sind, und andererseits in Bezug auf die in Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 erwähnte obligatorische Konsultation anzugeben,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten für die nachstehenden Wörter und Ausdrücke folgende Begriffsbestimmungen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000; der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen;

2° Leitungsorgan: die Verwaltungsgesellschaft des Flughafens von Lüttich-Bierset;

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen gehören.

Art. 2 - Es wird ein Nutzerausschuss, nachstehend "der Ausschuss" genannt, gegründet.

Art. 3 - Der Ausschuss setzt sich aus Flugtransportunternehmern zusammen, die den Flughafen benutzen.

Jedem Flugtransportunternehmer, der Ausschussmitglied ist, steht es frei, selbst an den Arbeiten des Ausschusses teilzunehmen oder sich durch eine von ihm betraute Berufsorganisation vertreten zu lassen.

Art. 4 - § 1. Der Ausschuss wird in den von der Regelung vorgesehenen Fällen über das Leitungsorgan einberufen. Der Minister wird über alle Versammlungen des Ausschusses unterrichtet und kann einen Vertreter bevollmächtigen.

Die Vorladungen zu den Versammlungen des Ausschusses enthalten die Tagesordnung und werden den verschiedenen Flugtransportunternehmern mindestens eine Woche im Voraus zugesandt. Diese bringen vorher schriftlich ihre Teilnahme an der Versammlung, zu der sie vorgeladen wurden, zur Kenntnis.

Das Sekretariat wird von dem Leitungsorgan übernommen.

Nach Abschluss einer jeden Versammlung wird spätestens im Laufe des folgenden Monats ein Versammlungsbericht erstellt. Dieser widerspiegelt die Gesamtheit der ausgedrückten Meinungen und wird im Laufe der folgenden Versammlung genehmigt und dem Minister übermittelt.

§ 2. Die Betriebskosten des Ausschusses sowie die Zurverfügungstellung der Räumlichkeiten für die Versammlung gehen zu Lasten des Leitungsorgans.

Art. 5 - Die Zahl der zur Erbringung der nachstehenden Kategorien von Bodenabfertigungsdiensten befugten Dienstleister wird für die Gesamtheit dieser Kategorien auf drei begrenzt:

- Gepäckabfertigung;

- Vorfelddienste;

- Fracht- und Postabfertigung, soweit dies die konkrete Beförderung von Fracht und Post zwischen Flughafen und Flugzeug bei der Ankunft, beim Abflug oder beim Transit betrifft.

Art. 6 - Die Auswahl der in Artikel 5 erwähnten, zur Erbringung der nachstehenden Kategorien von Bodenabfertigungsdiensten befugten Dienstleister wird durch eine im *Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaft* veröffentlichte Bekanntmachung angekündigt. Diese Bekanntmachung kann außerdem in zwei, im Bereich der Zivilluftfahrt spezialisierten Presseorganen veröffentlicht werden.

Art. 7 - Die Bekanntmachung enthält mindestens:

1° den Namen, die geographische, telegraphische und elektronische Anschrift, die Telefon-, Telex- und Fernkopierernummern des Leitungsorgans; die Anschrift und die Person, bei der zusätzliche Informationen bezüglich der Auswahl der zur Erbringung von Bodenabfertigungsdiensten befugten Dienstleister eingeholt werden können;

2° die Art und das Ausmaß der zu erbringenden Dienstleistungen;

3° der Ausführungsort der Dienstleistungen;

4° die Auskünfte und Unterlagen, die zur Bewertung der für die Dienstleister durch das Leitungsorgan für deren Vorauswahl festgelegten Mindestbedingungen finanzieller, wirtschaftlicher und technischer Art erforderlich sind;

5° die Dauer der Auswahl;

6° Datum, Uhrzeit und Ort der Inempfangnahme der Anträge auf Teilnahme; die Sprache(n), in denen diese abzufassen sind.

Die Frist für die Inempfangnahme der Anträge auf Teilnahme darf in der Regel nicht unter dreißig Kalendertagen ab dem Veröffentlichungsdatum der Bekanntmachung liegen.

Art. 8 - Eine Vorauswahl der Bewerber wird auf der Grundlage der in der in Artikel 7, 4° erwähnten Bekanntmachung angegebenen Mindestbedingungen finanzieller, wirtschaftlicher und technischer Art vorgenommen.

Diese Vorauswahl wird von dem Leitungsorgan durchgeführt, außer in folgenden Fällen:

1° wenn das Leitungsorgan gleichartige Bodenabfertigungsdienste erbringt;

2° wenn es direkt oder indirekt ein Unternehmen kontrolliert, das derartige Dienstleistungen erbringt oder es Anteile an einem solchen Unternehmen besitzt.

In beiden Fällen wird die Vorauswahl von dem Generalsekretär des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen durchgeführt.

Die Schlussauswahl der Dienstleister erfolgt unter den Bewerbern, die bei der Vorauswahl unter Berücksichtigung der im Pflichtenheft angegebenen Kriterien in Betracht gezogen werden.

Art. 9 - Das Pflichtenheft wird von dem Leitungsorgan erstellt.

Art. 10 - Eine Aufforderung zur Einreichung einer detaillierten Bewerberakte im Hinblick auf die Schlussauswahl wird den in Betracht gezogenen Bewerbern übermittelt.

Diese Aufforderung enthält mindestens:

- 1° das Pflichtenheft und die zusätzlichen Unterlagen;
- 2° den äußersten Termin zur Inempfangnahme der detaillierten Akten;
- 3° die Anschrift, an die sie zu richten sind;
- 4° die Sprache(n), in denen sie abzufassen sind;
- 5° die Angabe der unter Umständen beizufügenden Unterlagen.

Art. 11 - Die Frist für die Inempfangnahme der detaillierten Bewerberakten darf nicht unter dreißig Kalendertagen ab dem Versand der in Artikel 10 erwähnten Aufforderung liegen.

Art. 12 - Die zusätzlichen Auskünfte in dem Pflichtenheft müssen von dem Leitungsorgan spätestens sechs Kalendertage vor dem für die Inempfangnahme der detaillierten Bewerberakten festgesetzten Termin übermittelt werden, insofern sie zur rechten Zeit beantragt wurden.

Art. 13 - In dem in Artikel 9, § 1, Absatz 3, 3°, b) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 erwähnten Fall werden die Bodenabfertigungsdienstleister von dem Generalsekretär des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen ausgewählt.

Art. 14 - Im Laufe des ersten Trimesters des Jahres fordert der Minister das Leitungsorgan, den Nutzerausschuss und die Dienstleistungsunternehmen auf, an der in Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 vorgesehenen obligatorischen Konsultation teilzunehmen.

Auf Vorschlag der Teilnehmer verabschiedet der Minister die Tagesordnung der Versammlung. Diese wird den Teilnehmern mindestens eine Woche im Voraus übermittelt.

Die Zurverfügungstellung der Räumlichkeiten für die Versammlung geht zu Lasten des Leitungsorgans. Das Leitungsorgan führt den Vorsitz der Versammlung und übernimmt das Sekretariat.

Nach Abschluss einer jeden Versammlung wird im Laufe des folgenden Monats ein detaillierter Bericht erstellt. Dieser widerspiegelt die Gesamtheit der ausgedrückten Meinungen. Er wird dem Minister sowie den Teilnehmern übermittelt.

Namur, den 18. September 2001

S. KUBLA

VERTALING

N. 2001 — 2831

[C — 2001/27560]

18 SEPTEMBER 2001. — Ministerieel besluit tot uitvoering voor de luchthaven Luik-Bierset van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het advies 31.409/4 van de Raad van State, gegeven op 18 juni 2001;

Overwegende dat de luchthaven Luik-Bierset één van beide drempels bedoeld in artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, heeft overschreden;

Overwegende dat de beheersmaatschappij van de luchthaven Luik-Bierset dan ook een procedure moet opstarten met het oog op de uitbreiding van de toegang tot de grondafhandelingsmarkt;

Overwegende dat artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, in de oprichting voorziet van een gebruikerscomité waarvan de samenstelling, de organisatie en de werking zullen worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheden de Luchthavens behoren;

Overwegende dat het aantal van de verleners van grondafhandelingsdiensten moet worden beperkt om de op de site van de luchthaven Luik-Bierset aanwezige ondernemingen niet te vermeerdere;

Overwegende dat de onderdelen van de procedure betreffende, enerzijds, de selectie van de dienstverleners waaraan toestemming wordt verleend om op de luchthavens van het Waalse Gewest grondafhandelingsdiensten te verrichten en, anderzijds, voor het verplichte overleg bedoeld in artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 moeten worden bepaald,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 : het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

2° luchthavenbeheerder : de beheersmaatschappij van de Luchthaven Luik-Bierset;

3° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden de luchthavens behoren.

Art. 2. Er wordt een gebruikerscomité van de luchthaven opgericht, hierna « het comité » genoemd.

Art. 3. Het comité bestaat uit luchtvaartmaatschappijen die de luchthaven gebruiken. Elke luchtvaartmaatschappij die lid is van het comité kan ofwel zelf aan de werken deelnemen, ofwel zich laten vertegenwoordigen door een beroepsorganisatie waaraan ze daartoe opdracht geeft.

Art. 4. § 1. Het comité wordt via de luchthavenbeheerder opgeroepen in de gevallen waarin de regeling voorziet. De Minister wordt in kennis gesteld van alle vergaderingen van het comité en mag er een vertegenwoordiger afvaardigen.

De oproepingen voor de vergaderingen van het comité vermelden de agenda en worden minstens één week van tevoren gericht aan de verschillende luchtvaartmaatschappijen. Deze laatste delen van tevoren en schriftelijk hun deelneming aan de vergadering waarvoor ze zijn opgeroepen, mede. Het secretariaat wordt waargenomen door de luchthavenbeheerder.

Aan het einde van elke vergadering worden de notulen uiterlijk binnen de volgende maand opgemaakt. Deze notulen die het geheel van de geuite meningen vermelden, worden goedgekeurd bij de volgende vergadering en aan de Minister overgemaakt.

§ 2. De kosten voor de werking van het comité alsmede de terbeschikkingstelling van de vergaderingsplaatsen zijn voor rekening van de luchthavenbeheerder.

Art. 5. De dienstverleners waaraan toestemming wordt verleend om grondafhandelingsdiensten te verrichten zijn beperkt tot drie en dit voor het geheel ervan :

- bagageafhandeling;

- platformafhandeling;

- vracht- en postafhandeling voor wat betreft de fysieke afhandeling van vracht en post tussen het luchthavengebouw en het vliegtuig, zowel bij aankomst en vertrek als bij transitvluchten.

Art. 6. De selectie van de in artikel 5 bedoelde dienstverleners waaraan toestemming wordt verleend om grondafhandelingsdiensten te verrichten wordt aangekondigd via een advies bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*. Dit advies kan bovendien bekendgemaakt worden in twee organen van de pers gespecialiseerd in de burgerluchtvaart.

Art. 7. Het advies vermeldt minstens :

1° de naam, de geografische, telegrafische en elektronische adressen, de telefoon-, telex- en faxnummers van de luchthavenbeheerder; het adres en de persoon bij wie bijkomende inlichtingen betreffende de selectie van de dienstverleners waaraan toestemming wordt verleend om grondafhandelingsdiensten te verrichten, kunnen worden verkregen;

2° de aard en de omvang van de te verlenen diensten;

3° de plaats voor de uitvoering van de diensten;

4° de inlichtingen en documenten die nodig zijn voor de evaluatie van de minimale voorwaarden van financiële, economische en technische aard die de luchthavenbeheerder stelt aan de dienstverleners voor hun voorselectie;

5° de duur van de selectie;

6° de datum, het uur en de plaats waar de aanvragen om deelneming worden ontvangen; de ta(a)l(en) waarin ze moeten worden opgesteld.

De termijn voor de ontvangst van de aanvragen om deelneming mag in het algemeen niet korter zijn dan 30 kalenderdagen te rekenen van de datum van bekendmaking van het advies.

Art. 8. Er wordt overgegaan tot een voorselectie van de kandidaten op grond van de in artikel 7, 4°, bedoelde minimale voorwaarden van financiële, economische en technische aard vermeld in het advies.

Deze voorselectie wordt verricht door de luchthavenbeheerder behalve in de volgende gevallen :

1° wanneer hij gelijksoortige grondafhandelingsdiensten verleent;

2° indien hij rechtstreeks of onrechtstreeks zeggenschap over een onderneming heeft die dergelijke diensten verleent of belang in een dergelijke onderneming heeft.

In beide hypothesen wordt de voorselectie verricht door de secretaris-generaal van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

De laatste selectie van de dienstverleners gebeurt onder de kandidaten gekozen bij de voorselectie naar gelang van de in de taakomschrijving bedoelde criteria.

Art. 9. De taakomschrijving wordt opgesteld door de luchthavenbeheerder.

Art. 10. Een uitnodiging om een uitvoerig kandidatuur dossier in te dienen met het oog op de laatste selectie wordt gelijktijdig en schriftelijk gericht aan de gekozen kandidaten.

Deze uitnodiging omvat minstens :

- 1° de taakomschrijving en de aanvullende documenten;
- 2° de uiterste datum waarop de uitvoerige dossiers kunnen worden ontvangen;
- 3° het adres waaraan ze moeten worden gericht;
- 4° de ta(a)l(en) waarin ze moeten worden opgesteld;
- 5° de vermelding van de documenten die eventueel moeten worden gevoegd.

Art. 11. De termijn voor de ontvangst van de uitvoerige kandidatuur dossiers mag niet korter zijn dan dertig kalenderdagen te rekenen van de datum van zending van de in artikel 10 bedoelde uitnodiging.

Art. 12. Voor zover ze te zijner tijd worden aangevraagd, moeten de bijkomende inlichtingen over de taakomschrijving medegedeeld worden door de luchthavenbeheerder uiterlijk zes kalenderdagen vóór de uiterste datum bepaald voor de ontvangst van de uitvoerige kandidatuur dossiers.

Art. 13. In het in artikel 9, § 1, derde lid, 3°, b), van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 worden de verleners van grondafhandelingsdiensten gekozen door de secretaris-generaal van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

Art. 14. Gedurende het eerste kwartaal van het jaar verzoekt de Minister er de luchthavenbeheerder, het gebruikerscomité en de dienstverleners om deel te nemen aan het verplichte overleg bedoeld in artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000.

Op voorstel van de deelnemers bepaalt de Minister de agenda van de vergadering. Deze wordt gericht minstens één week van tevoren aan de deelnemers.

De terbeschikkingstelling van de vergaderingsplaatsen zijn voor rekening van de luchthavenbeheerder.

Aan het einde van elke vergadering worden notulen binnen de volgende maand opgemaakt. Deze notulen vermelden het geheel van de geuite meningen. Ze worden aan de Minister en aan de deelnemers overgemaakt.

Namen, 18 september 2001.

S. KUBLA



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2832

[C — 2001/27553]

13 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des statuts de la Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries, en abrégé « Financière wallonne des P.M.I. »

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 6 et 9;

Vu le décret du 6 mai 1999 modifiant la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement en son article unique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2000;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 relative au schéma d'organisation de la Coupole P.M.E.;

Vu la proposition adoptée par le conseil d'administration de la S.R.I.W. en date du 11 juillet 2001;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve la transformation de la S.A. "Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries", en abrégé "Financière wallonne des P.M.I.", en filiale spécialisée de la S.R.I.W. et approuve les statuts de cette société tels que libellés ci-après :

STATUTS

SOCIETE WALLONNE DE PARTICIPATION ET DE FINANCEMENT
DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES,
en abrégé : "FINANCIERE WALLONNE DES P.M.I."

Siège social à 4000 Liège, avenue Maurice Destenay 13
R.C. Liège n° 162459

CHAPITRE I^{er}. — *Dénomination, siège social, objet, durée*

Article 1^{er}. La société adopte la forme anonyme. Elle est dénommée "Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries", en abrégé : "Financière wallonne des P.M.I."

La société est une société d'intérêt public, filiale spécialisée de la Société régionale d'Investissement de Wallonie au sens de la loi du deux avril mil neuf cent soixante-deux telle que modifiée par le décret wallon du six mai mil neuf cent nonante-neuf.